

"La crise n'est pas finie"

Le mouvement sunnite du Burkina a tenu un congrès du 9 au 11 novembre dernier à Ziniaré. Présenté comme un nouveau départ, ce congrès devait sceller les retrouvailles au sein de cette communauté islamique divisée entre partisans de l'ex-président Idrissa Semdé et ceux de l'ex-Imam Yacouba Ouédraogo. Ces derniers rejettent, cependant, les conclusions du congrès. M. Ben Sékou Barro est membre de la Commission provisoire du mouvement sunnite, représentant le Bureau régional de Ouagadougou mis en place par El Hadj Oumarou Kanazoé et réactualisé par le ministre de l'Administration territoriale le 29 octobre dernier, pour participer au congrès des 9, 10 et 11 octobre 2001 à Ziniaré. En compagnie de El Hadj Mohamed Kafando et Karim Sawadogo, M. Barro a tenu à faire la genèse de la crise qui, à son avis, n'a pas du tout été résorbée à Ziniaré. Il explique pourquoi.

Propos recueillis par Mahorou KANAZOÉ

"Un mandat non valide"

"Le mouvement sunnite, après sa longue crise née depuis 1995, a été scindé en deux groupes : le groupe de Idrissa Semdé, partisan du bureau actuel et celui de El Hadj Sayouba Ouédraogo, grand Imam du mouvement sunnite. Suite à cette division, il y a eu la mise en place d'une Commission provisoire d'un mandat de deux ans. Ce mandat s'est révélé négatif et la commission est tombée dans la léthargie. Il n'y avait pas de Bureau régional à Ouagadougou. D'une manière cavalière, nos antagonistes ont demandé la tenue d'un congrès ordinaire après 11 ans de crise sans nous avoir invités ni mis au courant l'Imam qui est le père spirituel et fondateur du mouvement sunnite. Dès que nous avons appris cela, nous avons adressé une correspondance de protestation auprès du ministre de l'Administration territoriale qui a initié une rencontre dite de concertation le 29 octobre dernier. Nos revendications portaient sur le report des dates du congrès, le temps de nous permettre de consulter les frères à la base, l'organisation du Congrès à Ouagadougou au lieu de Ziniaré parce que Ouagadougou est le siège du mouvement et que



El Hadj Abdoul Karim Sawadogo

c'est là que la crise est née, la création d'une commission paritaire chargée d'organiser des élections pour la mise en place du Bureau régional de Ouagadougou pour aller au Congrès. Le mandat du Bureau sortant n'est plus valide puisque de 3 ans, il est resté pendant 11 ans.

A la rencontre de concertation, le ministre nous a demandé de laisser les dates et le lieu du congrès en l'état et en lieu et place du Bureau régional de Ouagadougou, de réactualiser la Commission provisoire pour qu'elle participe au Congrès. M. le ministre a dit, et je cite : "l'Association ne doit pas constituer un frein, voire une entrave à la bonne marche de la religion. Tout au

contraire, elle doit oeuvrer à son épanouissement". Bien imbus de ces sages paroles du ministre, nous lui avons fait confiance d'autant qu'il nous a demandé de faire table rase du passé et de participer au congrès. En présence du ministre et de nos antagonistes, on a accepté le principe de changement des membres défaillants de cette Commission qui date de plusieurs années".

"Nous avons été humiliés à Ziniaré"

"A notre grand étonnement, deux jours avant le congrès, nous avons reçu trois lettres émanant de nos antagonistes, disant qu'il était préférable que l'Imam Sayouba Ouédraogo et l'ex-président Idrissa Semdé ne fassent pas le déplacement à Ziniaré. C'est la première entorse aux accords. Les organisateurs, dans une deuxième lettre, ont refusé notre offre de participer à la préparation du congrès ; enfin ils ont récusé deux membres de notre délégation, en arguant qu'ils appartiennent à une autre association. Nous nous sommes faits le devoir de répondre à toutes ces correspondances. Aucune réaction ne nous est parvenue. C'est donc tout naturellement que le 9 octobre, nous nous sommes rendus à Ziniaré. Mais là, nous avons été déclarés persona non grata. Nous avons essuyé toutes les humiliations dont Dieu seul peut décrire la portée. L'accès à la salle de la cérémonie d'ouverture a été interdit à l'Imam. Pour des gens qui vont à un congrès de réconciliation et de restructuration, comme ils le disent, si les principaux élé-

ments concernés ne peuvent pas assister ne serait-ce qu'à l'ouverture, je crois que c'est une fuite en avant. Nous avons vu le Haut-commissaire qui

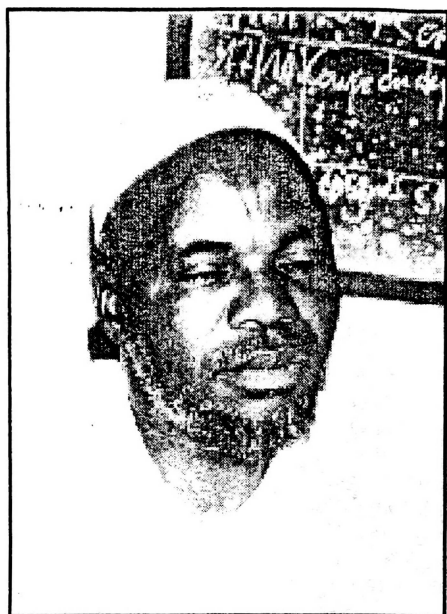


M. Ben Sékou Barro

nous a demandé de faire preuve de tolérance et d'accéder à leur requête. Après l'ouverture officielle, les travaux proprement dits ont commencé. Le Bureau sortant a interdit à quiconque de faire allusion à la crise. En plus, on nous a fait comprendre que des dispositions ont été prises pour qu'il n'y ait pas de polémique au cours du congrès. C'est un honneur, dit-on, qu'on nous a fait de venir tenir notre congrès à Ziniaré qui est la ville natale du chef de l'Etat et donc il n'était pas indiqué que nous venions laver notre linge sale ici. A notre arrivée, nous étions encadrés d'une douzaine de policiers et de gendarmes. Quelques policiers dotés de gaz lacrymogène étaient à 100 m des lieux, prêts à intervenir. Ce sont des formes d'intimidation. Les travaux ont été présentés à l'Assemblée à qui on a demandé sa caution. Tout était déjà ficelé. Notre statut qui comprenait 27 articles est passé à 147. Et l'assemblée n'a pas eu droit à la lecture

des dispositions point par point. Selon le praesidium, le temps et les moyens ne permettaient pas de faire ce travail. Et c'est le même bureau

un compte rendu au ministre dans lequel nous avons relevé toutes les anomalies. En tout cas, la crise du mouvement sunnite n'a pas conjurée. Elle



El Hadj Mohamed Kafando

de séance qui a assis les anciens membres du Bureau. Aucun partisan de l'Imam Sayouba ne fait partie de ce bureau. C'est une supercherie car le ministre avait insisté notamment qu'on aménage un cadre dans le Bureau pour l'Imam Sayouba".

**"La crise n'est pas
conjurée"**

"Nous sommes vraiment inquiets. Nous avons fait

n'a même pas été évoquée au congrès. Nous avons demandé à M. le ministre de procéder à l'annulation pure et simple de ce congrès à sens unique pour que toutes les sensibilités se retrouvent autour d'une table de négociation afin de jeter les bases d'une résolution totale et définitive de cette crise qui n'a que trop duré. Tant qu'il n'y a pas une table ronde avec les deux parties, le problème ne peut pas se régler. La manière dont l'Imam a été humilié à Ziniaré est intolérable.

Pendant plus de 30 ans, il a lutté pour regrouper les fidèles. C'est dans le congrès qu'on lave le linge sale. Mais à Ziniaré, on ne pouvait pas lever le doigt parce qu'on était dans le village du chef de l'Etat. Le chef de l'Etat est notre président à tous. Aucune partie du Burkina n'est indépendante du chef de l'Etat. Les autorités doivent voir le problème avec sérieux. Nous ne voulons que la paix pour suivre Dieu" □